

espoir



LA JOURNÉE DE MARLY

DE GAULLE L'ÉCRITURE LES ÉCRIVAINS

**DANS CE NUMÉRO
NOUVELLES DES CADETS**



la campagne de Jacques Chaban-Delmas. A partir de 1981, la gauche est au pouvoir. En 1983, Alain Peyrefitte devient président du Comité éditorial du *Figaro* ; elle l'y suit et y demeurera même quelque temps après sa disparition pour classer ses dossiers. C'est l'époque où Alain Peyrefitte rédige les trois tomes de son *C'était de Gaulle*, dont le dernier paraîtra quelques jours après sa mort. Ces ouvrages sont des témoignages essentiels, et difficilement contestables. Le Général avait en effet exceptionnellement autorisé Alain Peyrefitte à prendre des notes pendant les Conseils des ministres, notes qui étaient complétées, après le Conseil, par un entretien particulier d'environ vingt minutes pendant lequel le Général préci-

sait ce qui devait être communiqué aux journalistes que le ministre recevait à l'Hôtel de Clermont. C'est ce *corpus* que l'on retrouve dans *C'était de Gaulle*, mais beaucoup plus complet que ce qu'il nous disait alors (j'ai pu le vérifier d'après mes propres notes).

Arlette de La Loyère était depuis deux ans enfermée dans un mutisme consécutif à un accident vasculaire cérébral mais, m'a assuré sa sœur, son esprit était toujours présent et suivait, comme elle l'avait fait toute sa vie, avec passion tous les événements de notre politique. Son souvenir appartient à la mémoire du gaullisme pour lequel elle a œuvré sans discontinuer depuis 1958.■

Notes de lecture

**François FLOHIC
et Bernard-François
MICHEL**

**Charles
de Gaulle,
dernier roi des
Francs**

Les impliqués éditeur (L'Harmattan),

L'ouvrage *Charles de Gaulle, dernier roi des Francs*, publié par l'amiral François Flohic et le docteur Bernard-François Michel, est un hommage solennel au général de Gaulle. Il suit le fil conducteur qui a toujours guidé son action, à savoir la conviction, dont il était pénétré, du caractère sacré de sa charge. Rares sont ceux

qui ont pu suivre Charles de Gaulle, de l'appel du 18 juin 1940 jusqu'à son départ du pouvoir le 28 avril 1969. L'amiral François Flohic fait partie de ces grands témoins, lui qui, Français libre à 19 ans, a participé au combat du libérateur de la Patrie, puis a servi directement le chef de l'Etat lors des présidences de 1959 à 1969. Rien ne préparait le docteur Bernard-François Michel, neurologue des hôpitaux, à rédiger un livre sur Charles de Gaulle. Lycéen de la génération 68, il aurait pu, comme nombre de ses camarades, s'enflammer pour l'utopie révolutionnaire de ce mois de mai : c'est précisément le 30 de ce mois, qu'entendant à la radio le discours de Charles de Gaulle, revenant de Baden-Baden, il devint un admirateur de l'homme du 18-Juin. Ce n'est que trente ans plus tard qu'il en comprendra les raisons profondes, en découvrant le parcours exceptionnel de son oncle dans la France Libre, au sein du 1^{er} régiment de fusiliers marins. Ce que Bernard-François Michel retrouvait en Charles de Gaulle, c'était précisément les valeurs de sa famille.

Ces valeurs, l'amiral François Flohic les incarne au plus haut point. Il était donc logique que le marin et le médecin unissent leurs réflexions pour analyser la pensée d'un homme, doué d'une intelligence exceptionnelle qui, à plusieurs reprises a sauvé la France du lâche abandon d'elle-même. Cet ouvrage qui n'a pas la prétention d'être un manuel d'histoire, mais un modeste « essai », s'articule en sept chapitres.

Dans le premier chapitre (« Le destin »), nous voyons un destin hors du commun se nouer à une vitesse prodigieuse. En effet, élevé dans le sentiment de la dignité de la France, le colonel de Gaulle, promu général de brigade au vu de ses succès militaires en mai 1940, est appelé le 1^{er} juin dans le gouvernement de Paul Reynaud, passant en trente jours, du militaire au politique. Le 18 juin 1940, Charles de Gaulle lance à la BBC son appel historique, acte fondateur de la France Libre et le 28 juin, Winston Churchill le reconnaît seul, chef des Français libres. D'homme politique qu'il était devenu un mois plus tôt, Charles de Gaulle est adoubé chef d'Etat. Enfin, par un parallèle avec Clovis, hissé sur le pavois par 3000 de ses guerriers et proclamé roi, quand quatre ans plus tard, dans Paris libéré, Charles de Gaulle recevra l'onction populaire dans sa descente triomphale des Champs-Élysées, protégé par ses soldats de la 2^{ème} division blindée, il ceindra la couronne de la légitimité de dernier roi des Francs, le 26 août 1944.

Le second chapitre (« L'Honneur ») montre comment Charles de Gaulle a amené à lui, à Londres, l'honneur de la France. Partis du Tchad après Kub-Kub, Keren et Massouah, passant par la Syrie, les premiers soldats de Charles de Gaulle, rassemblés dans la 1^{ère} Division française libre, vont redonner, le 11 juin 1942, son honneur à la France à Bir Hacheim. La France Libre peut, le 14 juillet 1942,

prendre le nom de France Combattante. Charles de Gaulle, devenu à Alger, seul président du Comité de Libération, a assis, dans l'honneur et par la victoire, son pouvoir politique sur les forces armées.

Le chapitre trois (« Le Triomphe ») commence par la reconquête victorieuse de la place de la France dans le monde. Ce triomphe, elle le doit au Corps expéditionnaire français qui va réaliser l'union nationale, par la victoire, sur le sol d'Italie. Et c'est à la 3^{ème} division d'infanterie algérienne, la division de Constantine, que va en revenir l'honneur, au prix de terribles sacrifices. Sur la plaque de marbre apposée sur le cimetière français de Venafro est gravé, en français et en arabe, cette simple phrase : « *Sur le sol d'Italie, de novembre 1943 à juillet 1944, le Corps expéditionnaire français, armé sur la terre d'Afrique, a marqué du sang de 7000 des siens la route victorieuse qui l'a conduit de Naples à Sienne, avant son élan pour la libération de la France* ». La libération débute le 6 juin 1944 par le débarquement en Normandie et presque simultanément, le 15 août 1944, par le débarquement en Provence qui va aboutir à la libération de Marseille, puis de Lyon. Le 8 mai 1945, à Berlin, le général Jean de Lattre de Tassigny obtient que la France signe l'acte de reddition de l'Allemagne. La République est rétablie, la France est membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies : le triomphe est total.

Dans le chapitre quatre (« Le règne ») est mise en scène la phase la plus périlleuse du règne de Charles de Gaulle, après son retour au pouvoir en 1958 : le règlement de l'affaire algérienne. La solution n'est pas militaire mais politique, son but n'est pas l'utopique intégration mais l'autodétermination. Le 8 janvier 1961, le principe de l'autodétermination du peuple algérien, proposé par référendum, est approuvé par 76,26% des voix.

L'inquiétude est à son comble chez les européens et les chefs de l'Armée. La révolte s'organise, les bases de l'OAS sont jetées. Le 21 avril 1961, la révolte éclate à Alger, où les généraux putschistes ont pour objectif de garder l'Algérie à la France. Le président de la République apparaît à la télévision, en uniforme, majestueux, volontaire, déterminé, combatif : c'est le Charles de Gaulle des grands jours. Le 25 avril 1961, la rébellion est terminée. Les accords d'Evian mettront un terme à la guerre d'Algérie le 19 mars 1962. Le 1^{er} juillet 1962, le référendum en Algérie est approuvé par 99, 72% des suffrages. Dans ce règlement, Charles de Gaulle a engagé sa vie : en témoignent les attentats de Pont-sur-Seine le 8 septembre 1961, du Petit-Clamart le 22 août 1962 et du Mont-Faron le 15 août 1964. Il demeure que seul Charles de Gaulle, roi des Français, aura pu mettre fin à un conflit, où la France perdait son âme.

Dans le chapitre cinq (« L'Etat menacé ») est abordé le problème de la révolte étudiante de mai 1968 qui va faire vaciller l'Etat d'autant plus facilement que Georges Pompidou va utiliser les événements pour tenter un coup de force. Le 2 mai 1968, le doyen de la faculté de Nanterre, confronté aux désordres étudiants, ferme sa faculté. La conséquence immédiate est l'occupation de la Sorbonne. Le recteur demande l'évacuation des bâtiments. La révolte étudiante s'organise. Dans la nuit du 10 au 11 mai se déroulent de véritables batailles de rues. Les syndicats, CFDT, puis CGT, entrent en ligne, appelant à la grève générale pour le 13 mai. Le Premier ministre, Georges Pompidou, pense détendre la situation en rouvrant la Sorbonne. Il se rend à l'Élysée et met brutalement le marché en main à Charles de Gaulle : acceptez mon plan ou je démissionne. Georges Pompidou est en passe de régner en maître dans l'Etat,

déposant Charles de Gaulle de son pouvoir. Le plan du Premier ministre est mis en application sans donner le résultat escompté. La grève de 24 heures préparée par la CGT paralyse les pouvoirs publics. La nuit du 24 au 25 mai est la deuxième nuit des barricades. Georges Pompidou réussit à réunir les partenaires sociaux, afin de s'entendre sur les conditions de la reprise du travail. Lorsque la conférence de Grenelle se termine, le lundi 27 mai, Georges Pompidou est radieux. Les syndicats acceptent de reporter leur ordre de grève. Ce n'est pas l'avis des ouvriers de Renault. Les accords sont rejetés. Le 28 mai, François Mitterrand pose sa candidature à la présidence de la République qui n'est pas vacante... Les communistes appellent les organisations syndicales à un grand rassemblement pour le 29 mai de la Bastille à Saint-Lazare. Cette annonce conforte Charles de Gaulle dans la décision de quitter Paris en secret.

Le chapitre six (« La résolution ») est construit autour de souvenirs personnels de l'amiral François Flohic. Mercredi 29 mai 1968, 11h. 45. Trois hélicoptères sont en vol, cap à l'est. François Flohic occupe un siège à l'avant-gauche. Charles de Gaulle est à droite, sur le siège arrière, à côté de son épouse, très concentré pendant tout le trajet, il dévoile sa destination : la résidence du général Jacques Massu, commandant les Forces françaises en Allemagne, à Baden-Baden. Le Rhin franchi, l'hélicoptère présidentiel erre quelque peu. François Flohic aperçoit un petit terrain dont les hangars sont peints aux couleurs allemandes, portant les inscriptions BADEN-OOS. Il ordonne de se poser. Il est 14h. 50. Le général Massu, sur la pelouse de sa résidence, attend ses visiteurs en uniforme. Il est 15 heures. Charles de Gaulle descend du siège qu'il n'a pas quitté depuis Paris. Les deux généraux ont une conversation d'une dizaine de minutes avant de gagner

le bureau de Massu. Dès que le général de Gaulle en a terminé, François Flohic entre à son tour dans le bureau pour recevoir les ordres. Il trouve un homme complètement transformé : il est évident que Charles de Gaulle a pris ses résolutions. Finalement, l'hélicoptère s'envole pour Colombey à 16h. 30. A 18 heures, il se pose à proximité de la Boisserie. Jeudi 30 mai est jour du dénouement. Le Conseil des ministres est expédié, Charles de Gaulle lit la déclaration qu'il va faire à la radio. L'effet est foudroyant sur tous les collaborateurs de l'Elysée mais aussi sur les Parisiens qui quittent leurs bureaux et leurs domiciles pour se rendre à la manifestation sur les Champs-Élysées. C'est une véritable libération qui marque la fin de l'anarchie. Charles de Gaulle comprend que s'il veut transformer la société française, il doit procéder rapidement. Le référendum du 27 avril 1969 sur la réforme du Sénat et des régions est repoussé par 52,41% des voix, entraînant sa démission. Lui qu'on traitait de dictateur se retire volontairement...

Le chapitre sept (« L'héritage ») tente de faire le point sur l'héritage que Charles de Gaulle a laissé à la France. C'est dans le domaine des institutions qu'il a légué à la France que l'héritage de Charles de Gaulle paraît le plus important de nos jours. Ayant déploré l'incapacité du régime parlementaire de la III^{ème} République à armer le pays et à préparer moralement la nation face à une Allemagne guerrière et agressive, Charles de Gaulle en a tiré l'enseignement que le régime de la France doit reposer sur un exécutif fort qui aura la primauté sur tous les organismes du gouvernement. Il a exposé ses idées constitutionnelles : un chef de l'État, placé au-dessus des partis, arbitre au-dessus des contingences politiques, garant de l'indépendance nationale. Il a préconisé une deuxième chambre où siègeraient des représentants des organisations économiques, familiales, intellectuelles, pour

que se fasse entendre, au-dedans même de l'Etat, la voix des grandes activités du pays. Telle est l'essence de la constitution qu'il a fait adopter par référendum populaire le 28 septembre 1958. Le 22 août 1962, l'attentat du Petit-Clamart, par l'émotion populaire qu'il a entraîné, lui permet d'obtenir par le référendum du 28 octobre que, désormais le président de la République soit élu au suffrage universel. De ce fait, le président de la République est devenu un « Roi républicain » dans une « Monarchie élective ». Non seulement, Charles de Gaulle avait pleine conscience d'être le dernier roi des Francs, mais il a pris ses dispositions pour que ses successeurs puissent exercer leurs charges sans interférence avec le pouvoir législatif. Comme Clovis qui a utilisé ses armes pour enfanter la France post-gallo-romaine, Charles de Gaulle s'est servi des armes de la France pour l'unir, la libérer, restaurer et sauvegarder la République.

Puisse la lecture de ce magnifique ouvrage, témoignage vivant et vécu de ce que fut la vie de Charles de Gaulle, faite de droiture et d'engagement courageux, donner envie aux jeunes générations de croire à nouveau au destin de la France. ■

Bernard Maris

Et si on aimait la France ?

par Philippe de SAINT ROBERT

Éditions Pluriel, 2015

Bernard Maris avait en 2014 publié un ouvrage très pertinent consacré à